

SUR LA SITUATION POLITIQUE

Le contexte de cette rentrée est inquiétant, marqué par l'accélération de la crise écologique, l'urgence climatique s'accroît. L'inflation (dans le secteur de l'énergie et d'autres biens essentiels) revient au premier plan, dégrade le pouvoir d'achat et annonce une récession, avec ses conséquences dramatiques. La faim progresse de façon continue depuis 2015, touchant environ 800 millions d'individus, l'insécurité alimentaire plus large affecte un tiers de la population mondiale. Tout ceci alors que la guerre en Ukraine, marquée par de nouvelles atrocités des troupes russes et l'escalade de Poutine, se poursuit, pendant que la solidarité s'essouffle. Une crise globale, présentant des risques importants, est donc en cours.

Le macronisme sort affaibli des Législatives. La perte de la majorité absolue l'oblige à des compromis. Les premières semaines de la nouvelle Législature ont montré qu'il a choisi de s'appuyer sur LR, confirmant ainsi sa droitisation. Son projet pour les mois à venir se situe dans cette logique. Que ce soit sur les retraites, le chômage, les migrant.es, la Sécurité sociale (Santé, CAF, logements...), c'est une orientation droitiste, offensive, qu'il compte mettre en œuvre. Ceci, alors que la situation des plus pauvres se dégrade encore. Si Macron décidait d'une épreuve de force immédiate sur les retraites, on irait vers une confrontation majeure. Si ses projets et ses décisions provoquent une mobilisation importante, cela provoquerait une crise politique majeure, actualisant éventuellement l'hypothèse de la dissolution, qui sinon peut être écartée.

Dans cette situation, les mobilisations qui se préparent représentent un premier test des capacités du mouvement social et de la NUPES à construire un rapport de forces permettant d'éviter les mauvais coups en préparation. La journée intersyndicale du 29 septembre est un premier moment de réaction. La marche du 16 octobre, proposée par la majorité des forces de la NUPES, est une seconde étape. Ensemble portera dans le débat la nécessité d'apporter des réponses aux chômeur.ses, précaires et pauvres qui subissent le plus violemment les effets de ces crises. La combinaison des actions du mouvement social et de la NUPES est nécessaire. Elle suppose le respect des rythmes et décisions du mouvement social et requiert une volonté d'échanges, de co-construction des mobilisations plutôt que des tentatives hégémoniques.

Au même moment, la menace sur les libertés, et notamment, les projets de Darmanin contre les migrant.es impose une réaction massive et unitaire des associations, syndicats, partis. La « Marche des Solidarités » appelle à la mobilisation le 18 décembre, journée internationale des migrant.es. Le 28 septembre, les manifestations pour la défense du droit à l'avortement rappelleront qu'il est menacé internationalement et qu'il est essentiel pour les droits des femmes. Des femmes, en Iran, en Afghanistan, en Russie, ... se battent pour leurs droits aux risques de leur liberté et de leur vie. ENSEMBLE ! soutient toutes ces luttes.

Les libertés sont d'autant plus menacées que la montée de l'extrême droite, symbolisée par les 89 député.es du Rassemblement national en France, se confirme comme phénomène

international inquiétant. A l'Assemblée, le RN, pour accentuer sa dédramatisation, vote des textes gouvernementaux, ce qui aide à leur adoption. Les grands médias privés aux mains de milliardaires (Bolloré, Berlusconi...) en sont un des vecteurs. Le résultat des élections en Suède et la victoire des post - fascistes en Italie montrent la gravité de la question. La mobilisation contre l'extrême-droite et ses idées constitue une urgence.

La crise sociale risque d'être inédite dans son ampleur dès 2023. En agitant le risque de pénurie, le gouvernement masque le racket opéré par les fournisseurs d'énergie qui spéculent sur des pénuries qui n'existent pas encore ! La défense des ménages, mais aussi des collectivités locales, des bailleurs sociaux, des hôpitaux, ... qui ne bénéficient d'aucun bouclier tarifaire est nécessaire. La mobilisation sur ce plan est une urgence, de même que celle de construire des solutions justes aux économies d'énergie à moyen et surtout long terme, du fait du changement climatique.

Au-delà de ces mobilisations, la question centrale à gauche demeure celle du rassemblement, heureusement opéré avec la NUPES après les résultats des présidentielles et le score de Mélenchon. Ce rassemblement a montré sa cohésion dans les premières semaines de la législature. Maintenir la NUPES, la faire progresser comme alternative au pouvoir macroniste est nécessaire. Un échec dans ce domaine ouvrirait la voie à l'extrême droite. Construire la NUPES, l'ancrer dans des Assemblées locales rassemblant des militant-e-s sur les plans politique, associatifs-ves, syndicaux-ales et citoyen-nes est la meilleure réponse aux tendances à la division, toujours présentes à gauche. Les militantes et les militants d'ENSEMBLE ! s'y emploieront, comme ils et elles seront présent.es dans les mobilisations de la rentrée, notamment les 28 et 29 septembre et pour la marche du 16 octobre. Ils et elles seront présent.es dans la construction de la mobilisation contre le projet Darmanin et la manifestation du 18 décembre.

25 septembre 2022

Collectif national d'ENSEMBLE!